



VOIE À SUIVRE POUR ACCROÎTRE LES  
SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE DANS  
LES CONTRIBUTIONS DETERMINÉES AU  
NIVEAU NATIONAL (NDCs)

---

Une approche en sept étapes pour renforcer les  
contributions déterminées au niveau national grâce à des  
solutions basées sur la nature

## **Remerciements**

Le rapport a été rédigé et préparé par Nicole DeSantis, Enrique Paniagua et Jamison Ervin, Programme mondial sur la nature pour le développement, UNDP.

L'équipe Climat et forêts du UNDP, notamment Leticia Guimaraes, Bruno Hugel, Noelia Jover, Clea Paz-Rivera et Kimberly Todd, a apporté une contribution essentielle.

**Conception:** Kimberly Koserowski

**Publié par:** Programme des Nations Unies pour le développement

**Traduction:** Ce document a été traduit par Hemza Zeghar, et relu par Benedict Bauma Baraka, volontaires en ligne des Nations Unies mobilisés sur [www.onlinevolunteering.org](http://www.onlinevolunteering.org)

Programme de développement des Nations Unies. 2019. *La voie à suivre pour augmenter les solutions basées sur la nature dans les NDC: Une approche en sept étapes pour renforcer les contributions déterminées au niveau national grâce à des solutions basées sur la nature.* New York, États-Unis: UNDP.

Septembre 2019

© 2019 Programme des Nations Unies pour le développement

Tous les droits sont réservés.

## INTRODUCTION

Le changement climatique et la perte de biodiversité entraînent des risques sociétaux et économiques importants. Lors de la COP21 à Paris en décembre 2015, les Parties à la CCNUCC ont décidé de renforcer la réponse mondiale à la menace du changement climatique par l'adoption de l'Accord de Paris. L'Accord de Paris vise à accélérer l'action et l'investissement pour maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels, accroître la capacité d'adaptation aux effets négatifs des changements climatiques et rendre les flux financiers compatibles avec une voie vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et un développement résilient aux changements climatiques. L'Accord de Paris demande aux pays d'entreprendre et de communiquer des efforts ambitieux dans le cadre de la contribution déterminée au niveau national (NDCs), en vue d'atteindre les objectifs du présent accord. Les NDC décrivent les plans autodéterminés de chaque pays pour l'action climatique, généralement jusqu'en 2025 ou 2030, et représenteront une progression au fil du temps, reconnaissant la nécessité d'aider les pays en développement à mettre en œuvre efficacement ces mesures climatiques.

L'Accord de Paris invitait également les pays à communiquer, d'ici 2020, des Stratégies de Développement à Faibles Émissions de Gaz à Effet de Serre à Long Terme (LTS) du milieu du siècle qui décrivent les voies d'élimination graduelle vers un avenir à faibles émissions de carbone et, à terme, décarbonisé. Les NDC peuvent être considérés comme des « tremplins » pour atteindre ces objectifs du milieu du siècle.<sup>1</sup> La LTS fournit à un pays une orientation et une vision pour accroître l'ambition dans les futures NDC.

## LE DÉFI MONDIAL

En septembre 2019, 184 pays avaient soumis leur première NDC et un pays (Îles Marshall) avait soumis leur deuxième NDC. Compte tenu des engagements existants, la mise en œuvre intégrale des objectifs de NDC inconditionnelles est compatible avec le maintien d'une augmentation de la température inférieure à 3,2°C d'ici 2100. La mise en œuvre supplémentaire de NDC conditionnelles abaisse cette augmentation à 3°C. À moins d'accroître l'ambition des NDC avant 2030, les objectifs de

l'Accord de Paris ne seront pas atteints. Les réductions actuelles des émissions des NDC doivent être triplées pour maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à moins de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels et "multipliée par cinq" pour maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à moins de 1,5°C.<sup>2</sup>

## L'OPPORTUNITÉ

Il existe toute une gamme de possibilités d'accroître la couverture et la rigueur des cibles, des politiques et des mesures de réduction des émissions de GES. Selon le Rapport spécial du IPCC (2019),<sup>3</sup> on estime que 23 % des émissions anthropiques nettes totales de GES (2007-2016) proviennent de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres (AFOLU). Environ 25 % des réductions d'émissions dans les NDC actuelles proviennent du secteur de l'utilisation des terres, principalement des forêts.<sup>4</sup>

Quatre-vingts pays ont fait part de leur intention d'accroître l'ambition de leurs NDC en matière de climat.<sup>5</sup> L'intensification des « solutions basées sur la nature » (NBS) au sein du secteur de l'AFOLU – la protection, la restauration et l'utilisation durable des forêts, des prairies et des zones humides – peut représenter une occasion rentable pour les pays de renforcer leur ambition en matière de NDC. À elles seules, les NBS peuvent fournir environ le tiers des mesures d'atténuation des émissions de CO<sub>2</sub> rentables nécessaires jusqu'en 2030, tout en soutenant des collectivités plus productives et résilientes qui ont des retombées sociales, économiques et environnementales. Dans le cadre de la série de solutions axées sur la nature, la réduction de la déforestation offre la plus grande possibilité de réduire les émissions.<sup>6</sup> L'augmentation des solutions axées sur la nature dans les NDC est l'occasion d'utiliser une composante essentielle d'une stratégie globale sur le climat et d'élargir l'ambition des NDC. L'intégration d'actions axées sur la nature peut contribuer à améliorer les moyens de subsistance et à réduire les inégalités, à assurer la sécurité des aliments et de l'eau, à améliorer la résilience et à réduire les risques de catastrophe (et donc directement liés à l'adaptation au climat), et la conservation de la biodiversité, en plus des avantages établis en matière d'atténuation des changements climatiques.

1 NDC Outlook 2019 (DRAFT), UNDP and UNFCCC.

2 UNEP Emissions Gap Report 2018

3 IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse gas fluxes in Terrestrial Ecosystems

4 Grassi, G. et al. *The key role of forests in meeting climate targets requires science for credible mitigation*. *Nature Climate Change*, 7: 220 - 226 (2017).

5 Source : <https://www.nytimes.com/2019/05/28/climate/united-nations-climate-pledges.html>

6 Griscom et al. Natural Climate Solutions.

## OBSTACLES

Le rôle essentiel des puits de carbone et des forêts est reconnu dans l'Accord de Paris par son inclusion dans l'article 5. L'importance des NBS pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci est également soulignée par son inclusion dans environ 77 % des NDC.

Malgré cela, seulement 26 % des NDC ont mentionné des mesures comme des engagements quantifiables en matière d'atténuation qui doivent être déclarés et mesurés<sup>7</sup>. Il y a de nombreuses raisons à cela. Les obstacles à surmonter comprennent des facteurs institutionnels, technologiques et politiques, ainsi que des contraintes fondamentales sur la disponibilité des terres et les utilisations concurrentes des terres pour la production alimentaire, la conservation et les objectifs en matière de carbone.<sup>8</sup> L'Accord de Paris ne guide pas les pays à fixer des objectifs sectoriels explicites.<sup>9</sup> L'établissement d'objectifs à l'échelle de l'économie permet aux pays d'adapter leurs plans de mise en œuvre au fil du temps en fonction de l'évolution de la situation nationale. Ils ne sont peut-être pas disposés à s'engager à atteindre des objectifs sectoriels précis dans la NDC elle-même, mais ils choisissent plutôt de se concentrer sur ces objectifs dans leur plan de mise en œuvre de la NDC et/ou leurs plans sectoriels particuliers.

Un autre facteur contribuant à l'inclusion explicite et quantifiée limitée des NBS dans les cibles ou les objectifs d'atténuation des NDC est le niveau plus élevé d'incertitude associé à l'estimation des réductions des émissions de GES par les sources et des absorptions par les puits. De nombreux pays, tant les pays développés que les pays en développement, ont également des lacunes dans leurs inventaires de GES pour les secteurs d'utilisation des terres, sans aucune information sur les tendances des émissions et des absorptions de GES pour d'autres catégories d'utilisation des terres autres que la gestion forestière. Par conséquent, le principal objectif d'un pays pourrait être d'améliorer la robustesse des données sur lesquelles se fonde la NDC actuelle avant d'envisager des améliorations. Un autre obstacle potentiel est que les NBS présentent un risque plus élevé de renversements. Le secteur AFOLU, dans lequel les NBS sont mises en œuvre, est très dynamique, influencé par les conditions météorologiques et le changement climatique, par exemple, de sorte que les pays pourraient se trouver dans une position où ils ne pourraient pas atteindre leurs objectifs, même s'ils ont mis en œuvre toutes les mesures incluses dans leur stratégie ou plan d'action de la NDC, en raison de ces facteurs. Au moment de la préparation des Contributions Prévues Déterminées au Niveau National (INDC), les directives ou les règles comptables possibles pour gérer ces risques et ces facteurs n'étaient pas encore claires.

Enfin, un obstacle clé à l'amélioration des NDC de façon plus générale, et non un problème particulier pour les NBS, est lié au

financement, dont le niveau n'a pas été atteint pour appuyer la réalisation des objectifs conditionnels actuels des NDC. Plusieurs pays affirment que ce qu'ils ont inclus dans les premières NDC, en termes d'objectifs pour l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres, et la foresterie (LULUCF) ou le secteur forestier en particulier, est déjà extrêmement ambitieux. Dans ces pays, l'accent est donc mis sur l'accès au financement nécessaire pour soutenir les objectifs existants. Les pays dans ce cas peuvent se trouver dans une position difficile pour envisager une ambition accrue pour ce secteur.

Il existe des solutions pour atténuer les risques et surmonter les obstacles décrits ci-dessus. Il est néanmoins important de reconnaître que ces types de risques et d'obstacles jouent un rôle dans les processus décisionnels des pays liés aux NDC. Par conséquent, il faut s'assurer que ces obstacles n'empêchent pas les NBS de réaliser tout leur potentiel pour contribuer au défi mondial du changement climatique.

## GRUPE CIBLE

Cette voie vise à fournir un soutien et une orientation aux gouvernements nationaux, y compris aux pays développés et en développement. Il est prévu que ce guide sera utilisé par les ministères d'un pays en ce qui concerne le changement climatique, la gestion de l'environnement, les forêts et le secteur de l'utilisation des terres, et/ou les comités interministériels de coordination, le cas échéant. Cette NBS dans la voie des NDC fournit également une orientation pertinente pour les gouvernements infranationaux qui alignent leurs engagements et leurs actions sur les engagements et les actions nationaux. Enfin, un effort coordonné est nécessaire pour intégrer les NBS dans les NDC et cette voie permet aux gouvernements de travailler avec les entreprises, les ONG, les peuples autochtones et les communautés locales pour renforcer et accélérer leurs mesures axées sur la nature.

## COMMENT CETTE VOIE AIDE-T-ELLE LES GOUVERNEMENTS?

L'objectif est d'aider les gouvernements à identifier des solutions possibles basées sur la nature dans le but d'améliorer leurs mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques de manière rentable et avec de multiples avantages conjoints. Cette voie peut également être particulièrement utile pour aider les pays dans leurs efforts pour renforcer la robustesse de leur

7 *The Bonn Challenge and the Paris Agreement: How can forest landscape restoration advance Nationally Determined Contributions?* IUCN and Climate Focus (2017); [https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/20171213\\_ndcs\\_fbrief.pdf](https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/20171213_ndcs_fbrief.pdf)

8 Anderson et al. Natural climate solutions are not enough. *Science*, Mar 2019.

9 L'article 4.4 de l'Accord de Paris demande aux pays développés de continuer à prendre l'initiative d'atteindre des objectifs de réduction des émissions absolues à l'échelle de l'économie tout en encourageant les pays en développement à passer à des objectifs à l'échelle de l'économie.

NDC existante dans les cas où ils peuvent avoir des données et des ressources limitées pour se préparer à la mise en œuvre de leurs stratégies de NDC ou plans d'action. Cette voie fournit aux gouvernements un résumé concis des mesures précises à prendre en considération, organisées en sept étapes :

**Étape 1 – Comprendre le contexte de la comptabilité nationale des gaz à effet de serre**

**Étape 2 – Déterminer et examiner les mesures basées sur la nature dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux**

**Étape 3 – Déterminer et examiner les mesures basées sur la nature dans la NDC actuelle**

**Étape 4 – Élaborer une analyse rapide pour estimer le potentiel d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation aux changements climatiques des mesures existantes basées sur la nature**

**Étape 5 – Passage en revue des voies de solutions basées sur la nature avec des actions mesurables et existantes axées sur la nature et déterminer les possibilités d'améliorer les NDC à l'aide de données spatiales**

**Étape 6 – Intégrer des actions mesurables basées sur la nature dans la NDC**

**Étape 7 – Améliorer ou créer les conditions favorables pour appuyer l'intégration des NBS au NDC**

Chaque étape du cheminement des NBS dans les NDC comprend trois composantes :

1. Une brève description de l'étape;
2. Un résumé des mesures précises que les gouvernements peuvent mettre en œuvre, s'ils ne l'ont pas déjà fait, pour

réaliser des progrès à cet égard, et les outils pertinents pour appuyer chaque mesure;

3. Une étude de cas mettant en évidence des exemples propres à chaque pays pour la mise en œuvre d'une ou de plusieurs actions;
4. Une liste des ressources pertinentes pour obtenir de plus amples renseignements, des outils, des services et du soutien.

## COMMENT LA VOIE À SUIVRE POUR LES NBS DANS LES NDC PEUT ÊTRE APPLIQUÉE?

Reconnaissant la diversité des contextes et des capacités des pays et les divers progrès accomplis dans la lutte contre les changements climatiques, l'atténuation et l'adaptation, ainsi que dans la mise en œuvre de pratiques de gestion environnementale durable, cette Voie à suivre est censée être pertinente et nécessaire pour un pays donné, en fonction des lacunes relevées dans l'action et les progrès. Certains pays ont peut-être avancé sur certaines des mesures décrites dans les sept étapes proposées ; toutefois, ces progrès n'ont pas nécessairement été communiqués via les NDC initiales ou à d'autres secteurs gouvernementaux qui sont nécessaires pour la mise en œuvre, ni n'ont encore été nécessairement traduits en action sur le terrain. Un pays n'a pas besoin de suivre ce document de cheminement comme une structure rigide; il peut être appliqué d'une manière flexible, c'est-à-dire qu'un pays peut commencer à une étape ultérieure, un nouveau séquençage peut être plus logique dans le contexte du pays donné, etc. Enfin, l'inclusion des outils et des ressources envisagés dans la présente Voie n'implique pas que le PNUD approuve une approche plutôt qu'une autre.



## COMPRENDRE LE CONTEXTE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE DES GAZ À EFFET DE SERRE

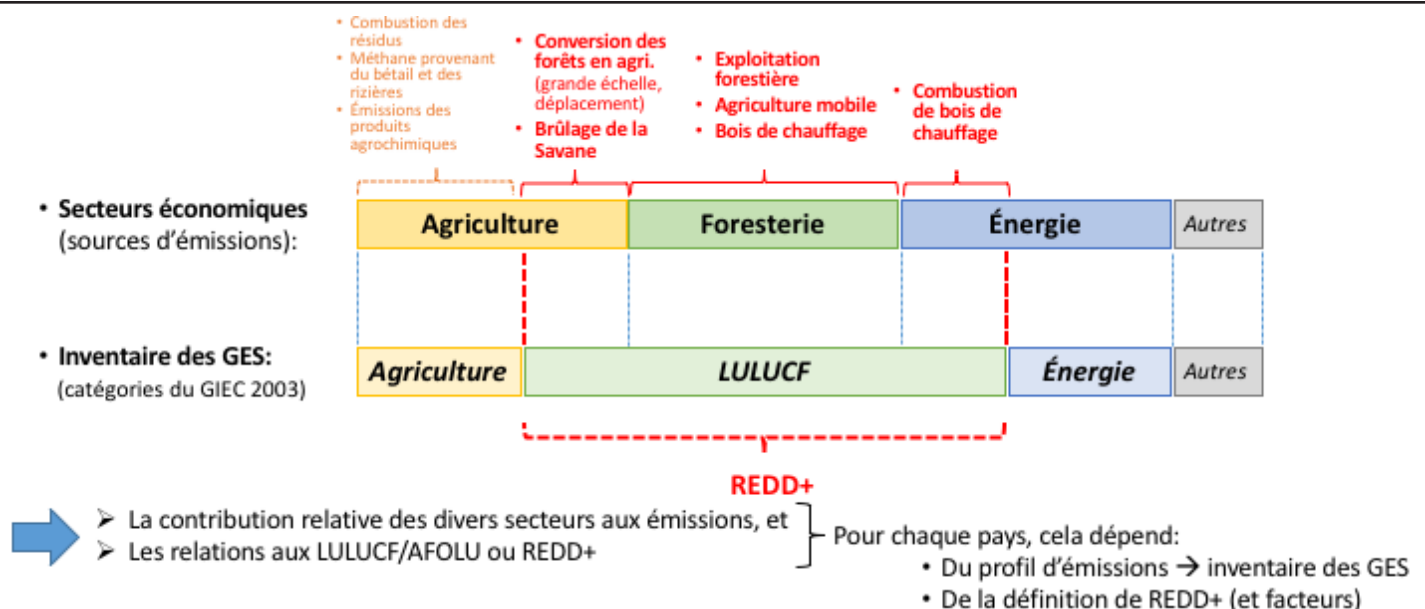
### Description

Comprendre le contexte actuel des émissions de gaz à effet de serre par les sources et des absorptions par les puits est un exercice essentiel pour les NDC des pays. Les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, tels que rapportés à la CCNUCC, fournissent la base pour mesurer les efforts d'atténuation des pays. L'information

sur les émissions et les absorptions de GES contenues dans les inventaires nationaux de GES constitue également une base essentielle pour les indicateurs et les projections fondés sur les GES dans le contexte de l'analyse des NDC.

La figure ci-dessous illustre la façon dont REDD+, un exemple de NBS, se rapproche des secteurs du GIEC pour la déclaration des stocks de GES.

Figure 1: AFOLU et REDD+



En plus des rapports nationaux d'inventaire des GES présentés à la CCNUCC, les pays préparent et soumettent également plusieurs autres rapports et documents dans le contexte du changement climatique, conformément aux diverses décisions de la COP, qui sont très pertinentes pour les analyses liées aux NDC. En particulier, il y en a dans le contexte du Cadre de Varsovie de la CCNUCC pour REDD+ (voir l'action clé 1 ci-dessous).

### Actions-clés

1. **Recueillir des rapports et des données officielles.** Les pays devraient d'abord chercher à recueillir tous les rapports officiels qui ont été soumis à la CCNUCC. La plupart des pays (à l'exception de Chypre, de la Guinée équatoriale et de la Libye) ont présenté au moins une communication nationale/inventaire des GES. De nombreux pays ont également présenté des inventaires nationaux des GES dans leurs

Rapports Biennaux (BR) et leurs Rapports Biennaux de Mise à Jour (BUR) à la CCNUCC. En ce qui concerne les NBS liées aux forêts, d'autres sources d'information clés sont les soumissions REDD+ (niveaux d'émissions de référence forestière/niveaux de référence forestière, annexes techniques REDD+) des pays qui mettent en œuvre le Cadre de Varsovie pour REDD+.

a. **Outil:** [Lignes directrices sur les bonnes pratiques du GIEC](#)

2. **Recueillir toutes les études sur les GES réalisées dans le pays.** En plus des rapports officiels et des présentations faites à la CCNUCC, il y a des données sous-jacentes, des scénarios de modélisation et/ou des données améliorées qui ne sont pas encore saisies dans une présentation officielle. Si le pays n'a pas d'inventaire national des GES ou si ses renseignements sont périmés, les pays peuvent recueillir d'autres études officielles liées au climat effectuées par des organismes

gouvernementaux, peut-être avec le soutien de donateurs et/ou d'organismes internationaux. Les pays peuvent également recueillir toute information pertinente qui a été produite par des organismes universitaires et des ONG.

3. **Examiner cette information pour estimer le profil actuel des émissions associées aux NBS.** Il faut faire un bilan complet avant d'entreprendre le processus d'évaluation du potentiel d'atténuation et d'envisager et de décider des améliorations.

#### **Étude de cas : Institutionnalisation du Système national d'inventaire des GES pour appuyer la NDC – Costa Rica**

Un bon exemple de détermination du potentiel d'atténuation des NBS est de déterminer la contribution des secteurs de l'AFOLU. Le système d'inventaire des GES est le fondement du suivi des progrès de la NDC, et un système d'inventaire durable et bien géré est essentiel. Le Costa Rica, par exemple, a considérablement amélioré les mesures pour quantifier les émissions et la fixation dans ces secteurs, grâce à son système national d'inventaire des GES. Le pays a décidé de nommer l'Institut Météorologique National (IMN) comme unité technique pour créer l'inventaire national des GES. Le IMN, qui a fait ses preuves en élaborant des inventaires, a appliqué les lignes directrices du GIEC pour calculer la contribution de l'AFOLU à l'atténuation. Par conséquent, le Costa Rica a été en mesure de détecter que les terres forestières avaient contribué à l'absorption de 7,438 GTON de CO<sub>2</sub> en 2012, améliorant ainsi ses calculs et ses objectifs d'atténuation du NDC.

## Ressources

[Communications nationales et soumissions des rapports biennaux de l'Annexe I](#)

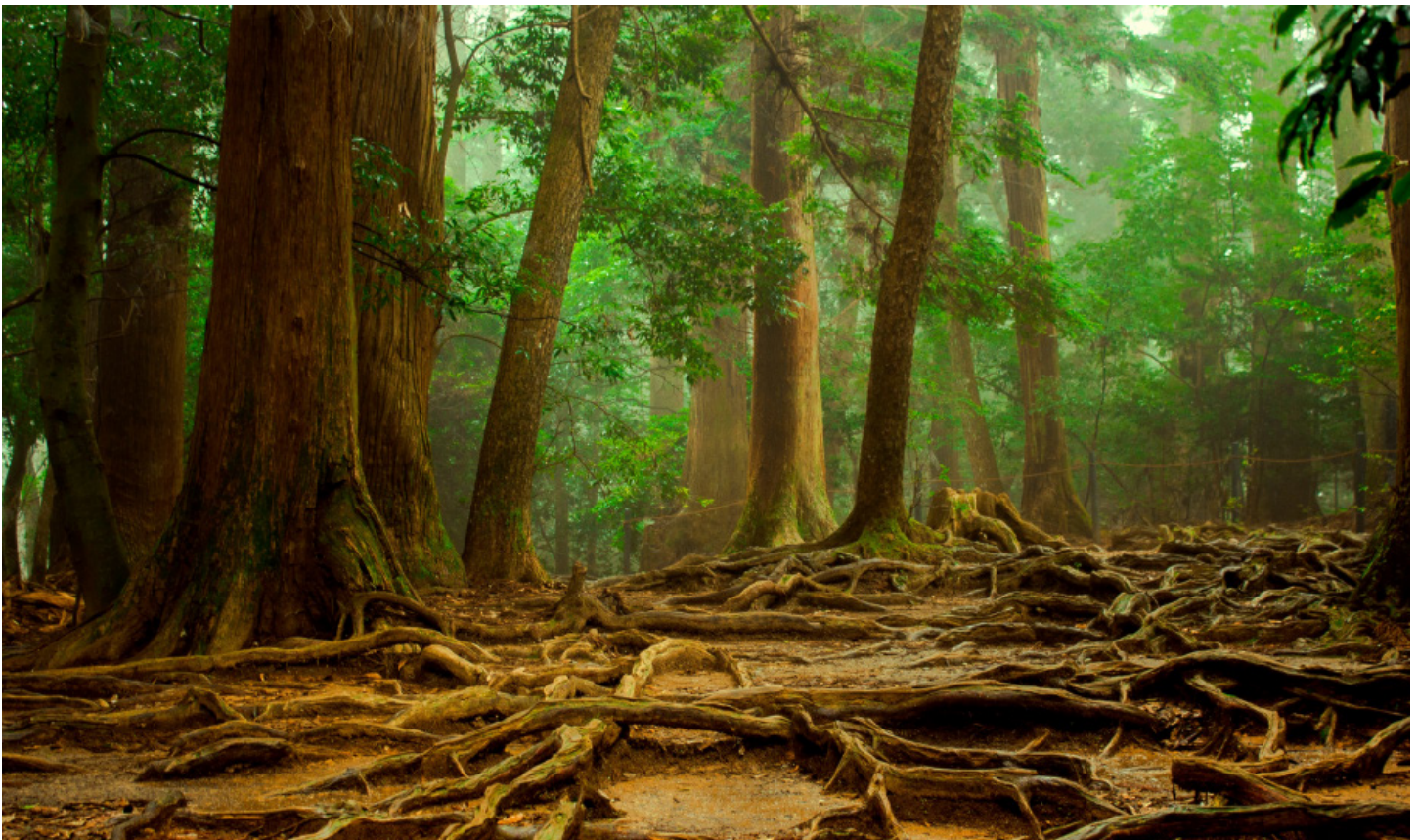
[Examen des Rapports des Communications nationales et des rapports biennaux](#)

[Soumissions des Communications nationales des Parties hors l'Annexe I](#)

[Soumissions de rapports biennaux de mise à jour par des Parties hors annexe I](#)

[Plateforme Web REDD+](#)

[Lima REDD+ Pôle d'Information](#)



Étape 1

Étape 2

Étape 3

Étape 4

Étape 5

Étape 6

Étape 7

## DÉTERMINER ET EXAMINER LES ACTIONS BASÉES SUR LA NATURE DANS LES CADRES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS NATIONAUX

### Description

Des solutions basées sur la nature sont déjà incluses dans les plans, les politiques, les stratégies, les cibles et les engagements des pays. Cette Voie à suivre vise à aider les pays à identifier les NBS déjà en place dans le cadre de leurs cadres juridique et institutionnel. Certains de ces instruments sont le résultat des engagements internationaux que les pays prennent, qui sont également pertinents pour cet exercice.

L'idée derrière la compilation des actions des NBS existantes dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux n'est pas seulement de rendre évidente pour les décideurs, mais aussi de mettre en évidence le potentiel des "fruits à portée de main" dont disposent les pays pour améliorer leurs NDC, qui ne reflètent peut-être pas encore la richesse des objectifs des NBS que le pays a déjà.

### Actions-clés

- 1. Identifier les mesures axées sur la nature dans les politiques, les lois et les règlements existants.** Analyser les plans, les stratégies, les cibles et les engagements nationaux à l'aide de mesures axées sur la nature. Il est important de déterminer quels sont les objectifs précis des NBS dans ces politiques, quels sont les indicateurs utilisés pour évaluer les progrès et s'il y a des études qui peuvent aider à estimer l'impact de ces mesures sur le climat. Ces plans, stratégies, cibles et engagements nationaux comprennent, sans s'y limiter, les points suivants:
  - a. Plans de Développement Nationaux
  - b. Stratégie et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) à la Convention sur la diversité biologique
  - c. Objectifs de Neutralité en matière de la Dégradation des Terres (LDN) au niveau National à la Convention sur la lutte contre la désertification
  - d. Engagements du Défi de Bonn
  - e. Stratégies et plans d'action nationaux REDD+
  - f. Plans d'aires protégées
  - g. Plans nationaux d'adaptation
  - h. Politiques de gestion des risques de catastrophe
  - i. D'autres politiques sur les changements climatiques.
- 2. Assurer la coordination avec les institutions responsables de sa mise en œuvre.** Ces institutions devraient également être impliquées dans le processus de création potentielle de synergies entre ces différents plans, stratégies et engagements, et la NDC du pays. Il est probable que ces institutions seront également en mesure de fournir des informations exactes sur les progrès que le

pays a déjà réalisés dans la mise en œuvre de ces politiques et sur les actions qui seront entreprises entre 2020 et 2030.

- 3. Dresser la relation entre les divers instruments et les sources potentielles de financement disponibles pour leur mise en œuvre.** Les moyens de mise en œuvre sont des composantes clés de la NDC d'un pays. Dans le cadre de leurs efforts pour intégrer davantage des NBS dans leurs NDC, les pays devraient toujours identifier des sources de financement potentielles, nationales et internationales, pour soutenir sa mise en œuvre. L'action 2 de l'étape 7 porte sur la coopération financière nécessaire à l'expansion des NBS dans les NDC.

### Étude de cas : Suriname – Intégration des stratégies et politiques nationales forestières dans la NDC

Selon le Natural Climate Solutions Carbon Mapper de Nature 4 Climate, le Suriname dispose d'un potentiel d'atténuation total estimé à 10 Mt CO<sub>2</sub>e/an grâce à certaines actions de NBS. Toutefois, le Suriname a déjà pris en compte une partie de ce potentiel des NBS dans les plans, les politiques, les stratégies, les cibles et les engagements du pays. Environ 94% de la superficie de la République du Suriname est constituée de forêts couvrant près de 15 millions d'hectares, avec l'un des taux de déforestation les plus faibles au monde, estimé à 0,02% par an. La stratégie REDD+ du Suriname inclut déjà une ligne sur la NBS : «continuer à être un pays à couverture forestière élevée et à faible déforestation (HFLD) et recevoir une compensation pour investir dans la transition économique». Cette ligne stratégique REDD+ a également été incluse dans la NDC du Suriname à titre d'engagement conditionnel. En outre, le Suriname a approuvé à l'échelle internationale la Déclaration de Krutu visant à renforcer la reconnaissance internationale pour la contribution significative que les pays en développement HFLD apportent à la réponse mondiale au changement climatique en puits de carbone vitaux, grâce à une gestion durable des forêts, y compris la conservation, qui atténue les changements climatiques et augmente la résilience des collectivités locales

### Resources

[Stratégie nationale sur la biodiversité et plans d'action \(NBSAP\)](#)

[Stratégies et actions nationales REDD+](#)

[Objectifs nationaux de neutralité en matière de dégradation des sols \(LDN\)](#)

[Le défi de Bonn](#)





## DÉTERMINER ET EXAMINER LES MESURES BASÉES SUR LA NATURE DANS LA NDC ACTUELLE

### DESCRIPTION

Cette étape comprend un examen des mesures actuelles fondées sur la nature présentes dans la NDC du pays ou la proposition de NDC améliorée, si elle est en cours d'élaboration. De nombreux pays ont introduit les objectifs des NBS dans la section sur l'atténuation et l'adaptation de leur NDC, ou travaillent à l'intégration des NBS dans la proposition d'amélioration de la NDC. L'objectif est de déterminer dans quelle mesure la NDC compte déjà sur les NBS, quel est le potentiel actuel d'atténuation et d'adaptation de ces mesures, et s'il y a des aspects à renforcer ou à améliorer au fil du temps dans les NDC successives.

### ACTIONS-CLÉS

4. **Déterminer les mesures ou les objectifs actuels des NBS dans la NDC existante.** Sur la base d'une catégorisation sélectionnée des voies ou options des NBS, qui sert de liste d'activités à prendre en considération (voir l'étape 5 pour plus de détails), les pays peuvent identifier les éléments liés aux NBS dans leurs NDC. Il est important de déterminer si cet élément fait partie d'un objectif ou s'il fait simplement partie d'une explication du contexte ou d'une reconnaissance de l'importance, sans faire partie d'un engagement concret. Il est également essentiel de voir le niveau d'intégration des diverses mesures et objectifs des NBS, ainsi que de savoir s'il est fait mention d'une région ou d'une zone dans le territoire où ces objectifs seraient mis en œuvre. Les pays peuvent viser à dresser la carte des institutions et des organisations qui ont participé au processus de proposition des mesures existantes et à examiner leur rôle dans la mise en œuvre. Il est essentiel de veiller à ce qu'une évaluation soit effectuée au-delà du contenu-même du document de la NDC, afin de recueillir des renseignements sur les plans de mise en œuvre de ces mesures.
  - a. **Tool:** [Portail de connaissances sur les partenariats de la NDC : Contenu de la NDC](#)
5. **Déterminer les actions NBS mesurables.** Y a-t-il des mesures axées sur la nature dans les sections sur l'adaptation et l'atténuation? Les NDC sont généralement structurées selon différentes sections pour les mesures d'atténuation et d'adaptation. En général, les pays ont introduit plus de NBS dans la section sur l'adaptation que dans la section sur

l'atténuation. Les mesures axées sur la nature sont-elles des indicateurs mesurables? Des indicateurs quantifiables (c.-à-d. des tonnes de CO<sub>2</sub>, des hectares, etc.) sont essentiels pour suivre les progrès réalisés vers l'atteinte de leurs objectifs. Idéalement, toutes les NBS devraient avoir au moins un indicateur mesurable. La distinction entre les NBS et des indicateurs comme les pourcentages et le nombre d'hectares dans les objectifs des NBS est pertinente lorsque vient le temps d'évaluer l'échelle et la taille des nouveaux objectifs des NBS. Les pays pourraient souhaiter prioriser l'inclusion de actions mesurables des NBS dans leurs NDC.

6. **Comprendre les données et les hypothèses sous-jacentes utilisées pour inclure les mesures et les objectifs des NBS dans les NDC.** Bien souvent, les pays incluent le secteur AFOLU, dont sont tirées de nombreuses actions des NBS, dans le cadre de leurs cibles ou de leurs objectifs, sans fournir d'explications complètes sur les hypothèses de ce qui est inclus. Les pays pourraient envisager de déterminer le type d'actions des NBS qui ont été incluses dans ce processus et de les inscrire comme objectifs tacites d'atténuation des NBS, qui pourraient être inclus dans la NDC elle-même, ou plutôt dans le contexte du plan de mise en œuvre. Cela aidera les pays à cerner les risques potentiels associés à la mise en œuvre de leur NDC. Cela sera également essentiel pour l'action ci-dessous. Cette étape fait partie du "processus de mise à jour de la NDC", où les pays clarifient et révisent les données et les hypothèses sous-jacentes.

#### Étude de cas : les NBS dans la NDC de la Bolivie

La NDC bolivien est une riche source de NBS. Même si la Bolivie ne fait pas de distinction entre les mesures d'atténuation et les mesures d'adaptation, la majorité d'entre elles représentent des actions NBS. De plus, bon nombre des actions NBS comprennent une composante mesurable qui sert d'indicateurs pour suivre la réussite de leur mise en œuvre. Par exemple, aucune déforestation illégale d'ici 2020 et une augmentation de la couverture forestière nette de plus de 54 millions d'hectares d'ici 2030, par rapport aux 52,5 millions de 2010.

### Resources

[Registre des NDC](#)



## ÉLABORER UNE ANALYSE RAPIDE POUR ESTIMER LE POTENTIEL D'ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DES ACTIONS EXISTANTES BASÉES SUR LA NATURE

### Définition

Cette étape s'appuie sur les précédentes. En utilisant les informations, les données et les méthodes de l'étape 1, les pays devraient évaluer le potentiel d'atténuation du changement climatique et d'adaptation de leurs actions existantes basées sur la nature dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux (collectées à l'étape 2) et dans leurs NDC proposées (identifiés à l'étape 3). L'objectif est de quantifier les différentes voies que le pays peut suivre. Cette évaluation devrait également inclure des considérations qui vont au-delà de l'impact de ces mesures sur le changement climatique. Elle devrait tenir compte des coûts estimatifs associés à sa mise en œuvre pour comprendre quelles sont les actions NBS les plus rentables. Elle devrait également tenir compte des risques et des défis potentiels associés à sa mise en œuvre.

### Actions-clés

1. **Évaluer le potentiel d'atténuation et d'adaptation des mesures et objectifs actuels des NBS dans leurs cadres juridiques et institutionnels nationaux.** À l'aide des dernières données disponibles rassemblées à l'étape 1, les pays devraient être en mesure d'évaluer l'impact potentiel de leurs politiques, lois et initiatives existantes sur le climat. Dans la mesure du possible, les pays devraient également chercher à recueillir des données sur les investissements qui ont été faits jusqu'à maintenant pour la mise en œuvre de ces initiatives et sur les ressources supplémentaires qui seraient nécessaires pour respecter tous les engagements établis. Il est également important de tenir compte des coûts d'opportunité et de transaction associés à la mise en œuvre, ainsi que des avantages qui vont au-delà de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques.

#### a. Outils:

- i. [Nature4Climate Atlas du Monde](#)
- ii. [Initiative pour la transparence de l'action climatique \(ICAT\)](#)
- iii. [WRI Politique et norme d'action](#)
- iv. [EX-ACT](#)
- v. [Outil logiciel d'inventaire national des GES pour l'agriculture et l'utilisation des terres et l'analyse des](#)

#### [mesures d'atténuation \(ALU\)](#)

2. **Évaluer le potentiel d'atténuation et d'adaptation des actions et objectifs de NBS actuelles dans leurs NDC.** Les pays devraient évaluer le potentiel d'atténuation et d'adaptation de leurs actions NBS proposées dans leurs NDC. Cela devrait être fait conformément aux données et aux méthodes nationales compilées par le pays à l'étape 1 de cette voie. Dans les cas où les pays ont basé leur NDC sur des scénarios de statu quo, cette action fait partie de l'action ci-dessus. Il est important de noter que certaines mesures peuvent contribuer directement à l'atténuation des changements climatiques, tandis que d'autres peuvent n'apporter qu'une contribution indirecte. Il est important de catégoriser et d'explorer les liens et les synergies possibles entre les diverses mesures des NBS dans la NDC. Il est également important d'évaluer les risques potentiels associés à la mise en œuvre de ces mesures. Il s'agit notamment de l'incertitude des données, du manque de données pour créer des scénarios, du risque de perturbations naturelles comme les incendies, du risque de permanence et des fuites. Il est également essentiel que les pays évaluent, dans la mesure du possible, les coûts et les avantages de ces activités afin qu'ils puissent définir les priorités à établir au fil du temps. Ces facteurs contribueront également à l'établissement des priorités des NBS afin de l'intégrer à la NDC améliorée (voir l'étape 5).

#### a. Outils:

- i. [Nature4Climate Atlas du Monde](#)
- ii. [Augmentation de l'ambition et de l'action sur les NDC grâce au FLR](#)
- iii. [Initiative pour la transparence de l'action climatique \(ICAT\)](#)
- iv. [Politique et Norme d'Action de la WRI](#)
- v. [EX-ACT](#)
- vi. [Agriculture and Land Use National GHG Inventory and Mitigation Analysis Software Tool \(ALU\)](#)
- vii. [Agriculture, Forestry, and Other Land Use \(AFOLU\) Carbon Calculator](#)

3. **Comparer le potentiel d'atténuation des initiatives existantes avec les objectifs de leur NDC.** Ce faisant,

les pays comprendront la voie qu'ils devront suivre pour faire avancer les initiatives nationales existantes vers la réalisation des objectifs des NBS inclus dans leur NDC. Dans de nombreux cas, les pays peuvent conclure qu'ils devront inclure davantage de NBS afin d'atteindre les objectifs

existants. Dans d'autres cas, les pays pourraient conclure que les politiques existantes sont suffisantes pour atteindre leurs NDC et qu'il est possible d'atteindre davantage d'objectifs de NBS au-delà du scénario commercial et habituel.

### Étude de cas : Étude sur les options d'atténuation au Brésil

Les [Options d'Atténuation des Émissions de Gaz à Effet de Serre dans les Secteurs Clés du Brésil](#) constituent un effort ambitieux de la part du gouvernement du Brésil pour estimer les potentiels et les coûts de la réduction des émissions de GES grâce à une analyse énergétique pour la période 2012-2050 dans différents secteurs clés. Il a estimé le potentiel des initiatives existantes et le potentiel de la NDC compte tenu de divers scénarios à faibles émissions de carbone. Il est important de noter qu'une limitation de cette étude est de considérer, dans le scénario référentiel, la mise en œuvre complète de toutes les politiques actuelles dans le pays, qui sont déjà très ambitieuses et qui nécessiteront certainement des efforts supplémentaires de la part du gouvernement.

Cette étude a été réalisée avec les ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Environnement. Son objectif était de renforcer la capacité technique et de soutenir la prise de décisions pour la mise en œuvre de la NDC du Brésil en estimant le potentiel d'atténuation des GES des secteurs clés : industrie, énergie, transports, ménages et services, AFOLU (actions NBS), la gestion des déchets et d'autres solutions intersectorielles. C'était la première fois qu'une analyse intégrée des différentes options d'atténuation était effectuée au Brésil, en tenant compte des conséquences économiques et sociales qui en découlent.

Le but de cette étude était de souligner le rôle que chaque secteur économique peut jouer, selon une approche coût-efficacité pour atteindre les cibles d'émissions de GES de 2025 et 2030. Cette étude a révélé que, d'ici 2030, la réalisation de l'engagement exige un effort économique pour internaliser les prix du carbone dans l'économie de 10 \$/tCO<sub>2</sub>e. La conformité à la NDC d'ici 2030 exigerait que des mesures soient prises dans un plus grand nombre de secteurs, pour un coût total de 11,1 milliards de dollars.

En ce qui concerne l'action des NBS, une mesure rentable peut être l'expansion des plantations commerciales. Les mesures qui ont le plus grand potentiel de réduction sont également celles qui coûtent le plus cher. Ou encore, l'intensification du bétail, avec 47 % du potentiel de réduction; la réduction de la déforestation, avec 32 % du potentiel; et la restauration des forêts, avec 8 % du potentiel de réduction des émissions de GES. Il convient toutefois de noter que, même si elles nécessitent des investissements importants, ces mesures ont des coûts de réduction relativement faibles par rapport à d'autres secteurs. La seule exception est la restauration des forêts, qui, en plus de son faible potentiel d'abattage, présente une rentabilité désavantageuse, ce qui indique l'existence d'obstacles économiques importants pour cette mesure. Compte tenu des différents types d'obstacles et du potentiel d'atténuation accumulé, l'intensification du bétail et la réduction de la déforestation sont au cœur des plans gouvernementaux d'atténuation à moyen et à long terme dans le cadre de sa NDC.





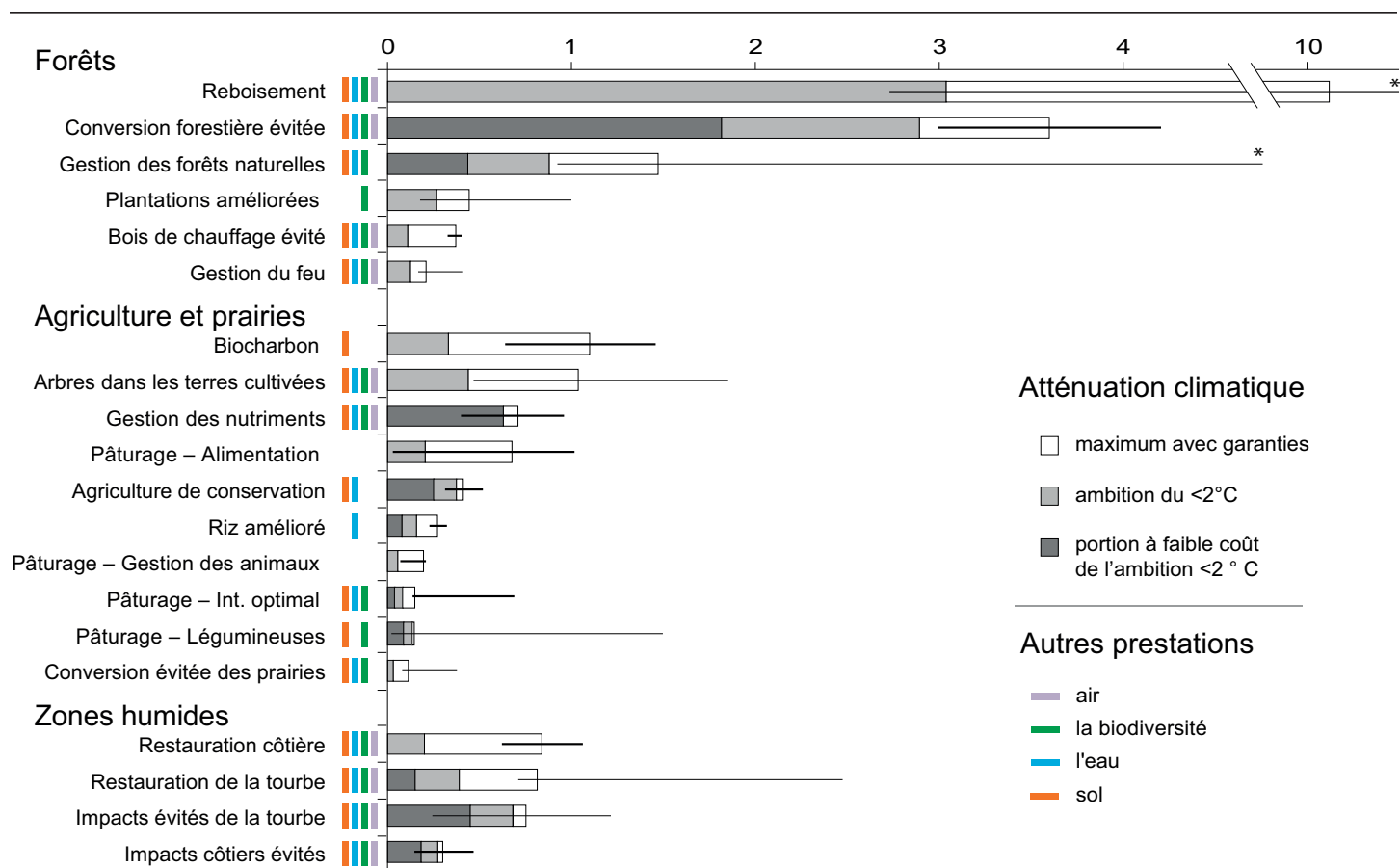
## CONCORDANCE DES VOIES DE NBS AVEC LES ACTIONS BASÉES SUR LA NATURE MESURABLES ET EXISTANTES, ET IDENTIFICATION DES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION DES NDC À L'AIDE DE DONNÉES SPATIALES

### Description

À cette étape, on s'attend à ce que les pays aient une meilleure compréhension de leur potentiel d'atténuation et d'adaptation au changement climatique grâce aux mesures existantes axées sur la nature. Le pays aura identifié l'ambition actuelle de NBS dans la NDC, ainsi que dans ses diverses politiques, stratégies, plans et engagements nationaux. L'étape 5 compare ces mesures proposées existantes fondées sur la nature avec les voies potentielles de NBS pour déterminer si d'autres possibilités fondées sur la nature pourraient être saisies par la NDC du pays.

Le Rapport spécial 2019 du GIEC sur les changements climatiques et les terres, ainsi que des documents universitaires comme Griscom et al. ont identifié diverses actions NBS (figures 2 et 3) qui présentent un potentiel d'atténuation important. Les pays peuvent envisager de les comparer à leurs propres actions pour voir s'il existe des possibilités de renforcer leurs NDC existantes et/ou d'améliorer leurs objectifs. Ce processus devrait révéler les mesures nationales axées sur la nature qui peuvent être intégrées à la NDC pour améliorer le potentiel d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques.

Figure 2: Potentiel de 20 voies naturelles pour l'atténuation du changement climatique



Source : Griscom, et. al. 2017

Figure 3 : Contribution mondiale potentielle des options d'intervention à l'atténuation, à l'adaptation,

| Options d'intervention basées sur la gestion des terres   |   | Atténuation | Adaptation | Désertification | Dégradation des terres | Sécurité alimentaire | Coût |
|---|---|-------------|------------|-----------------|------------------------|----------------------|------|
| Agriculture   | Augmentation de la productivité alimentaire                           | L           | M          | L               | M                      | H                    | —    |
|   | Agroforesterie  | M           | M          | M               | M                      | L                    | ●    |
|   | Gestion améliorée des terres cultivées                                | M           | L          | L               | L                      | L                    | ●●   |
|   | Gestion améliorée du bétail   | M           | L          | L               | L                      | L                    | ●●●  |
|   | Diversification de l'agriculture                                      | L           | L          | L               | M                      | L                    | ●    |
|   | Amélioration de la gestion des pâturages                              | M           | L          | L               | L                      | L                    | —    |
|   | Gestion intégrée de l'eau   | L           | L          | L               | L                      | L                    | ●●   |
|   | Réduction de la conversion des prairies en terres cultivées           | L           | —          | L               | L                      | L                    | ●    |
| Forêts  | Gestion forestière  | M           | L          | L               | L                      | L                    | ●●   |
|   | Réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts         | H           | L          | L               | L                      | L                    | ●●   |
| Sols  | Augmentation de la teneur en carbone organique du sol                 | H           | L          | M               | M                      | L                    | ●●   |
|   | Réduction de l'érosion du sol   | ↔ L         | L          | M               | M                      | L                    | ●●   |
|   | Réduction de la salinisation du sol                                   | —           | L          | L               | L                      | L                    | ●●   |
|   | Compactage réduit du sol  | —           | L          | —               | L                      | L                    | ●    |
| Autres écosystèmes  | Gestion des incendies   | M           | M          | M               | M                      | L                    | ●    |
|   | Réduction des glissements de terrain et des risques naturels          | L           | L          | L               | L                      | L                    | —    |
|   | Réduction de la pollution, y compris l'acidification                  | ↔ M         | M          | L               | L                      | L                    | —    |
|   | Restauration et réduction de la conversion des zones humides côtières | M           | L          | M               | M                      | ↔ L                  | —    |
| Restauration et réduction de la conversion des tourbières | M   | —           | S.O.       | M               | L                      | ●                    |      |

Source : IPCC Climate Change and Land, 2019

Pour établir l'ordre de priorité des domaines et des mesures, il faut tenir compte de plusieurs facteurs pour chaque mesure potentielle, comme le coût, la disponibilité des fonds, les priorités politiques, les avantages conjoints et l'échéancier. En fonction de divers facteurs d'établissement des priorités, l'information spatiale est essentielle pour définir et communiquer avec précision les points d'intervention prioritaires en vue de l'expansion des solutions axées sur la nature. Cette étape résume les principales mesures visant à déterminer les régions prioritaires et les mesures axées sur la nature pour accélérer l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements.

## Actions-clés

1. **Comparer les voies de solutions basées sur la nature avec les NBS dans les NDC et dans d'autres politiques nationales.** Pour ce faire, les pays devraient envisager de comparer les résultats de l'évaluation de l'étape 4 avec un menu sélectionné d'actions des NBS, par exemple les voies des NBS identifiées par Griscom et al. 2017 (voir la figure 2 ci-dessus) et/ou le Rapport spécial 2019 du GIEC sur les changements climatiques et les terres (voir la figure 3 ci-dessus). Ces rapports présentent les voies d'action des NBS ou les options d'intervention basées sur la gestion des terres et présentent divers potentiels d'atténuation que les pays pourraient envisager pour la mise en œuvre de leurs objectifs actuels de la NDC et, idéalement, aller au-delà de ceux-ci et assumer de nouvelles et des objectifs plus ambitieux. L'objectif est d'identifier les nouvelles actions des NBS à prendre en compte par le pays.

2. **Utiliser les données nationales pour estimer le potentiel de ces nouvelles mesures des NBS.** Les pays devraient envisager d'utiliser leurs propres données, conformément aux méthodes d'atténuation des 20 voies abordées par Griscom et al. et le Rapport spécial sur les changements climatiques de 2019 du GIEC. Pour chaque mesure supplémentaire, les pays devraient tenir compte non seulement du potentiel d'atténuation, mais aussi du coût, de la disponibilité des fonds, des priorités politiques, des avantages connexes et du calendrier de sa mise en œuvre. Certaines de ces estimations ont peut-être déjà été incluses dans les étapes précédentes. Une fois que le pays aura généré cette information, la prochaine étape consistera à créer une visualisation de celle-ci, comme celle offerte par le Mapper Carbone Nature4climate, qui peut aider à mieux informer les décideurs. Les NBS ayant le plus grand potentiel d'atténuation et le plus grand rapport coût-efficacité peuvent être intégrés pour améliorer leurs engagements en matière de NDC.

a. **Outil:**

- Analyse rapide du potentiel national d'atténuation et d'adaptation des NBS (étape 4)
- [Nature4Climate Atlas du Monde](#)

3. **Déterminer les solutions nationales d'adaptation basées sur la nature et les avantages connexes possibles.** Idéalement, les pays devraient estimer leur potentiel d'atténuation et d'adaptation des NBS ainsi que d'autres avantages connexes, comme la contribution à la lutte contre la désertification et

à la sécurité alimentaire. Une cartographie en profondeur de ces avantages nécessiterait l'élaboration d'une évaluation économique des voies des NBS pour chacun de ces avantages conjoints. Bien que les pays soient encouragés à mener de telles études, en commençant par identifier les avantages écosystémiques et socioéconomiques associés aux NBS de leur pays, puis en cartographiant les avantages identifiés dans les plans nationaux d'adaptation du pays, les politiques de gestion des risques de catastrophe et les politiques sur le changement climatique. Cela permettra de visualiser l'importance des NBS pour la mise en œuvre des priorités nationales en matière d'adaptation. Les NBS procurent des avantages écosystémiques et socioéconomiques qui contribuent à accroître la résilience et l'adaptation aux impacts des changements climatiques. Les avantages tels que l'augmentation de la qualité et de la quantité de l'eau, l'amélioration de la préservation et de la fertilité des sols, la protection de la qualité de l'air et l'amélioration de la protection et de la santé des écosystèmes font tous partie des avantages potentiels que les NBS peuvent apporter à l'écosystème. Des données qualitatives et quantitatives démontrant la pertinence des NBS pour le pays aideront également les décideurs de ce pays à établir des priorités d'action. Par conséquent, la tâche consiste à déterminer les contributions possibles que chaque action des NBS peut offrir pour atténuer les risques associés aux changements climatiques projetés et leurs avantages environnementaux, sociaux et économiques potentiels.

a. **Outils:**

- i. [Outil d'Impact de l'Action Climatique](#)
- ii. [Outil d'Établissement de Liens entre NDC-SDG](#)
- iii. [Cartographie pour renforcer la planification REDD+](#)

[et sécuriser les multiples avantages : boîte à outils et tutoriels pour le QGIS et l'ArcGIS](#)

4. **Déterminer et prioriser les points névralgiques des NBS à l'aide de données spatiales afin de maximiser les possibilités de protéger et de restaurer les écosystèmes.**

Identifier les points névralgiques prioritaires pour les actions axées sur la nature dans le pays à l'aide d'outils de télédétection, de systèmes nationaux de surveillance, y compris les données spatiales et terrestres, et de systèmes de surveillance communautaire. Les mesures pourraient comprendre des mesures pour réintroduire des espèces clés disparues du pays; des mesures pour réintroduire des processus clés comme les inondations ou les incendies; des mesures pour accroître la structure et l'intégrité des écosystèmes; et des mesures pour restaurer et planter les principales espèces indigènes dans les zones prioritaires afin de maximiser les activités bénéfiques comme la restauration des forêts (c.-à-d. les zones dégradées et à forte pente, les écosystèmes riverains, les zones de protection côtière).

a. **Outils:**

- i. [Laboratoire des Nations Unies sur la Biodiversité](#)
- ii. [WRI Atlas des Risques Liés à l'eau](#)
- iii. [TNC Plan d'Eau Urbaine](#)
- iv. [Analyse Spatiale : un outil de planification intégrée de l'aménagement du territoire pour REDD+](#)

## Ressources

[CBD 6NR du pays](#)

[Solutions climatiques naturelles, Griscom, et. al. 2017](#)



## INTÉGRER DES MESURES MESURABLES AXÉES SUR LA NATURE DANS LA NDC

### Description

Une fois que le tableau de concordance est prêt et que les actions basées sur la nature ayant le plus grand potentiel ont été identifiées, il est important de définir la meilleure façon de les intégrer à la NDC. Les actions des NBS peuvent être considérées comme faisant partie de la stratégie à long terme des pays et de la progression de l'ambition au fil du temps grâce à ce que l'on appelle communément le "mécanisme à cliquet" de l'Accord de Paris. Il s'agit d'une décision à la fois technique et politique. Les décideurs ont besoin d'informations adéquates et de preuves solides pour éclairer leurs décisions. Les différentes étapes de cette voie visent à orienter l'organisation de toute l'information qui sera nécessaire pour cette décision cruciale.

Tout en développant cette étape, il est crucial que les décideurs priorisent l'intégration d'actions mesurables basées sur la nature dans leurs NDC et leurs stratégies à long terme. Des indicateurs quantifiables sont essentiels pour suivre les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de la NDC. Idéalement, toutes les NBS devraient avoir au moins un indicateur mesurable.

### Actions-clés

1. **Analyser la NDC améliorée pour déterminer les moyens de sa mise en œuvre.** Il est probable que, même si l'on tient compte des engagements des NBS dans d'autres dispositifs, le pays ne réalise pas pleinement son potentiel. Si c'est le cas, les décideurs devraient probablement envisager d'accroître davantage l'ambition des NBS afin de tirer pleinement parti du potentiel d'atténuation des NBS, en priorisant les voies d'atténuation rentables et les voies à fort potentiel d'atténuation. Il est important de considérer les moyens de mise en œuvre de ces engagements. Dans certains cas, les pays pourraient déjà disposer d'un budget alloué à ces activités et aux institutions responsables de sa mise en œuvre. Dans ce cas, son inclusion devrait être très simple. Dans d'autres cas, les pays devront peut-être tenir compte des sources de financement potentielles et de la capacité des institutions nationales à entreprendre une nouvelle action de NBS. Il est également important d'envisager de nouveaux partenariats avec des organisations non gouvernementales et le secteur privé pour améliorer encore davantage la NDC.
2. **Présenter des indicateurs mesurables.** Pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les pays sont convenus qu'en communiquant leur deuxième NDC et les NDC ultérieures, ils fourniront les informations nécessaires à la clarté, à la transparence et à la compréhension, et de respecter leurs contributions déterminées à l'échelle nationale à des lignes directrices précises.<sup>10</sup> Les parties sont fortement encouragées à fournir cette information

par rapport à leur première contribution déterminée à l'échelle nationale, y compris lorsqu'elles la communiquent ou la mettent à jour d'ici 2020. Il est crucial que les NDC actualisées pour les pays développés et en voie de développement améliorent leur robustesse et leur niveau d'ambition. C'est pourquoi des actions mesurables devraient être introduites et/ou renforcées dans les NDC améliorées et/ou les plans de mise en œuvre de la NDC, en fonction des données scientifiques, des connaissances locales et des bonnes pratiques. Pour établir des cibles mesurables, il est nécessaire de collaborer avec les organismes de recherche, les peuples autochtones et les collectivités locales, car les indicateurs élaborés conjointement sont plus réalistes, complets et réalisables. Les systèmes de surveillance peuvent appuyer les efforts visant à établir des cibles mesurables en fournissant de l'information pour établir ou améliorer les bases de référence actuelles, et éclairer les connaissances techniques et l'élaboration de cibles. Enfin, cela devrait également faire partie du dialogue intersectoriel.

- a. **Outils:**
  - i. [Lignes directrices de l'IPCC 2006 pour les Inventaires Nationaux des Gaz à Effet de Serre – AFOLU](#)
  - ii. [Outil d'Aide à l'Adaptation](#)
  - iii. Systèmes de surveillance du pays (forêts, biodiversité, zones côtières, etc.)
  - d. Systèmes nationaux de surveillance forestière
3. **Dialogue intersectoriel pour définir l'intégration de nouveaux objectifs.** Reconnaisant que la définition des objectifs de la NDC découle principalement des négociations politiques, les parties impliquées dans le processus décisionnel devraient créer un espace de dialogue, y compris la mobilisation des intervenants pertinents, comme les collectivités locales et les représentants des peuples autochtones, de manière à tenir compte de l'égalité entre les sexes. Certains pays ont créé une commission intersectorielle pour élaborer des NDC. Dans de tels cas, ce dialogue intersectoriel devrait être mené par la commission. Dans les cas où la NDC est dirigée par une seule institution, un atelier intersectoriel réunissant les points focaux des autres politiques pourrait être le meilleur moyen de mettre en œuvre cette action. Les pays devront également tirer parti des plateformes intersectorielles et multilatérales actives qui existent déjà et qui ont été établies au moyen de processus de politique climatique antérieurs (c.-à-d. plateformes de mobilisation des intervenants REDD+; comités intersectoriels sur les changements climatiques). Les pays devraient tenir compte des deux prochaines mesures dans le cadre du dialogue.

<sup>10</sup> Annex I and II decision 4/CMA.1

## AMÉLIORER OU CRÉER LES CONDITIONS FAVORABLES POUR APPUYER L'INTÉGRATION DES NBS DANS LA NDC

### Description

Cette étape consiste à identifier les principales conditions favorables nécessaires pour soutenir l'amélioration ou l'intégration des NBS dans la NDC, y compris la coopération financière et internationale, l'alignement interministériel, le Système de Mesure, de Notification et de Vérification (MNV) pour suivre les progrès et la mise en œuvre des NBS à long terme.

### Actions-clés

#### 1. **Accroître le soutien politique et renforcer la volonté politique pour la mise en œuvre de la NDC.**

Les pays peuvent renforcer la volonté politique en alignant et en mettant en valeur les actions nationales avec les engagements internationaux de se positionner en tant que leaders mondiaux, montrant les avantages économiques et sociaux potentiels qui pourraient résulter d'une action renforcée, encourager un soutien de l'ensemble des pouvoirs publics en faisant preuve d'efficacité, en favorisant les gains sociaux et environnementaux découlant de la coordination intersectorielle et en obtenant l'appui des principaux intervenants pour les mesures axées sur la nature.

#### 2. **Renforcer la coopération financière et internationale pour appuyer les mesures des NBS dans la mise en œuvre de la NDC.**

Les pays en développement ont indiqué des objectifs inconditionnels et conditionnels dans leurs premières NDC. Même lorsque les pays ont indiqué que leurs NDC sont inconditionnels, les NDC, dans certains cas, affirment que si davantage de fonds étaient fournis, les objectifs pourraient être atteints dans un délai plus court et être encore renforcés. L'intensification du financement sera essentielle pour accroître l'ambition de la NDC dans les pays en développement. Ces ressources devraient provenir de diverses sources, tant publiques que privées. Il est important de trouver les moyens d'attirer davantage d'investissements du secteur privé, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pour la réalisation des NDC des pays.

##### a. **Outils:**

- i. [Boîte à outils pour améliorer l'accès au financement de l'adaptation](#)
- ii. [Disponibilité pour un financement climatique : un cadre pour comprendre ce que signifie être prêt à utiliser le financement climatique](#)

iii. [Combiner le Financement Climatique au moyen des Fonds Nationaux pour le Climat : Guide pour la Conception et l'Établissement de Fonds Nationaux pour Réaliser les Priorités en Matière de Changements Climatiques](#)

iv. [Évaluation des Capacités de Mettre en Œuvre les Résultats Stratégiques de l'Évaluation des Investissements et des Flux Financiers pour les Secteurs Clés](#)

v. [Guide sur les Politiques et les Options de Financement à l'Appui du Développement Vert, à Faibles Émissions et Résilient aux Changements Climatiques](#)

vi. [Portail de données sur le financement climatique de la CCNUCC](#)

vii. [Statistiques du financement du développement extérieur DAC de l'OCDE](#)

viii. [Dépenses Publiques Liées au Climat et l'Examen Institutionnel \(CPEIR\)](#)

#### 3. **Réduire les risques pour les investisseurs potentiels.**

Dans le but d'attirer davantage d'investissements internationaux et privés dans les solutions NBS pour la mise en œuvre de leurs NDC, les pays devraient envisager des mesures qui réduisent les risques pour les investisseurs potentiels. L'un de ces investissements clés en matière de mesures axées sur la nature consiste à protéger les droits fonciers, en tenant compte des droits des communautés traditionnelles et des peuples autochtones. «La recherche montre que lorsque les peuples autochtones et communautés locales ont des droits reconnus par la loi et exécutoires, la déforestation et les émissions de carbone peuvent être beaucoup plus faibles que les zones situées à l'extérieur des forêts communautaires». La reconnaissance des droits fonciers autochtones et de la valeur du savoir traditionnel est une composante essentielle des solutions basées sur la nature et une occasion importante de renforcer l'ambition nationale en matière de climat, de biodiversité et de désertification. Une autre condition importante à considérer est de réduire la bureaucratie autour des investissements dans le secteur forestier, de promouvoir les investissements dans la gestion durable des forêts et les produits de la biodiversité favorisant une économie forestière. Investir dans des systèmes MNV solides et transparents est un autre domaine clé pour attirer plus d'investissements.



4. **Consolider la coordination intersectorielle nécessaire.**

Le processus de mise à jour de la NDC, d'élaboration de stratégies à long terme et d'établissement d'un cadre solide pour sa mise en œuvre nécessite des engagements politiques et un mandat pour les différents secteurs afin d'harmoniser et de maximiser les synergies entre les plans et les stratégies sectoriels. Cela pourrait se faire grâce aux efforts renouvelés d'une commission inter-secrétariat pour le changement climatique, ainsi qu'à l'amélioration de la communication inter-secrétariat et multisectorielle. En particulier, renforcer la communication et l'engagement à travers les trois Conventions de Rio sur la Biodiversité (CDB), le changement climatique (CCNUCC) et la désertification (UNCCD) grâce à une coordination accrue entre les représentants de la Convention des pays, il est possible d'appuyer l'harmonisation des engagements et des objectifs de chaque convention afin de simplifier les rapports et de mieux faire connaître les liens à l'échelle de la biodiversité, changement climatique et désertification.

5. **Veiller à ce que la structure de gouvernance générale de la NDC intègre les objectifs des NBS.**

Lors de l'intégration des NBS existantes d'autres cadres dans la NDC, l'un des risques est que ces objectifs des NBS ne peuvent pas être mis en œuvre. Dans certains cas, cela pourrait être motivé par des problèmes de gouvernance liés à ces mesures des NBS. Si tel est le cas, l'ambition climatique accrue serait compromise. Par conséquent, avant d'intégrer les nouvelles NBS, une évaluation de la gouvernance des voies ou des options souhaitées des NBS est appropriée. Cela permettra de s'assurer que la NDC améliorée intègre des objectifs réalistes et réalisables des NBS, et augmente ainsi les chances d'atteindre les nouvelles ambitions climatiques. La recommandation consiste donc à identifier les lacunes dans les cadres juridiques, institutionnels et budgétaires des objectifs des NBS que le pays souhaite intégrer à la NDC renforcée.

Le cadre de transparence amélioré établi dans le cadre de l'Accord de Paris exigera que le MNV national soit caractérisé par une collecte et une surveillance plus systématique des données, qui peuvent être considérées comme un élément essentiel des mécanismes de gouvernance globaux de la NDC. Les capacités clés comprennent la sélection d'indicateurs mesurables, comme mentionné ci-dessus, et l'identification des besoins critiques en données. Il sera essentiel de veiller à ce que la NBS intégrée à la NDC soit prise en compte à l'approche nationale de MNV pour le suivi des progrès de la NDC.

a. **Outils:**

- i. [Gouvernance Environnementale : Un Cadre Pratique pour Guider, Concevoir, Évaluer et Analyser \(SCB\)](#)
- ii. [Index de la Gouvernance et des Politiques Publiques dans la Gestion des Risques de Catastrophe \(IADB\)](#)

- iii. [Manuel de Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans les Bassins \(GWP\)](#)

6. **Renforcer l'engagement des parties prenantes.** Les pays devraient améliorer leurs communications avec les parties prenantes concernées afin d'assurer le respect des plans nationaux et des cadres réglementaires. Les principales parties comprennent, sans toutefois s'y limiter, les ministères de l'environnement, les forêts, l'eau, l'agriculture et l'aménagement du territoire et les organismes gouvernementaux; les pouvoirs publics régionaux; les entreprises et concessions agricoles et forestières; les entreprises; le milieu universitaire; les ONG, les peuples autochtones et les organisations et représentants des communautés locales.

## Resources:

[Trousse d'Amélioration de l'Action Climatique \(CAEP\)](#)

[C40 Cities Finance Facility \(CFF\)](#)

[Fonds pour l'Environnement Mondial](#)

[Fonds Vert pour le Climat](#)

[Fonds pour les Technologies Propres \(CTF\)](#)

[Le Fonds pour le BioCarbone](#)

[Le Programme d'Adaptation pour les Petits Exploitants Agricoles \(ASAP\)](#)

[Fond d'Adaptation \(AF\)](#)

[Le Fonds de Partenariat pour la Réduction des Émissions de Carbone Forestier \(FCPF\)](#)

[Programme d'investissement Forestier \(FIP\)](#)

[Fonds pour l'Amazonie](#)

[L'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique \(GCCA\)](#)

[Fonds pour les Pays les Moins Avancés \(LDCAF\)](#)

[Partenariat pour la Préparation au Marché](#)

[Fonds Spécial pour les Changements Climatiques \(SCCF\)](#)

[Programme UN-REDD](#)

[Fonds Fiduciaire Indonésien pour le Changement Climatique \(ICCTF\)](#)





Crédits photo: p. 3: Christopher Crouzet, Cobán, Guatemala; p. 9: Damian Patkowski; p. 12 UNDP China; p. 16: Maxwell Ridgeway;  
couverture arrière: Ollivier Girard/CIFOR 2017

©2019



United Nations Development Programme  
Bureau for Policy and Programme Support  
304 East 45th Street  
New York, NY 10017  
USA